

Résumé des décisions prises lors du sommet dans les secteurs de l'énergie, du changement climatique et de la défense

Palais de l'Élysée - Paris, le 9 juin 2006

Énergie

Les deux pays sont déterminés à travailler dans le cadre de la politique énergétique européenne qu'ils appellent de leurs vœux.

Objectifs : Inscrire la politique énergétique dans une vision à long terme avec 3 objectifs principaux : sécurité d'approvisionnement ; lutte contre le réchauffement climatique ; compétitivité

Travailler ensemble au développement d'un volet externe de la politique étrangère européenne.

Moyens : Création, au niveau européen, d'un groupe de haut niveau de veille énergétique ; Ce groupe tiendrait disponibles les données nécessaires en cas de crise et identifierait les moyens de réponse concertée

Lancement d'un dialogue avec les pays producteurs (Russie, Afrique du Nord et Moyen-Orient) et de transit (Turquie, Ukraine,...)

Fixation d'objectifs et d'indicateurs chiffrés, notamment dans le domaine des transports, du logement et de la production d'énergie

Constitution d'un groupe de travail bilatéral dans le domaine de l'énergie, traitant notamment des relations avec les pays tiers, et associant notamment les Ministères des Affaires étrangères et de l'Industrie des deux pays

Mise en place d'un forum nucléaire franco-britannique réunissant régulièrement les gouvernements, l'industrie et les experts, pour discuter de la coopération nucléaire, notamment la recherche, le démantèlement, la gestion des déchets

Changement climatique

Objectifs: Agir ensemble et dès aujourd'hui pour répondre au changement climatique, grave défi sur le long terme. L'augmentation de la température moyenne globale ne doit pas excéder 2° par rapport aux niveaux pré-industriels.

Moyens: Orienter les discussions internationales, notamment au G8 et dans le cadre européen, pour promouvoir une orientation globale et ambitieuse basée sur le protocole de Kyoto et ses instruments de marché ; établissement d'un objectif international de long terme de stabilisation des concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère en dessous de 550 ppm.

Utiliser les partenariats de l'UE avec la Chine et l'Inde et tous les pays émergents pour leur permettre de contribuer aux efforts mondiaux sur le changement climatique.

Inviter la Commission à progresser sur le Système Européen d'Échange d'Émissions pour fournir aux entreprises un cadre de long terme d'investissement de technologies faiblement émettrices de carbone. Soutenir le renforcement des capacités des pays en développement notamment en Afrique dans le domaine de la lutte contre le changement climatique.

Développement :

Objectif : Mettre en oeuvre les réformes et engagements sur l'aide au développement et la dette pris en 2005, y compris au sommet du G8 à Gleneagles et au sommet mondial des Nations unies.

Moyens : Soutien aux financements innovants, en particulier le lancement de la facilité de financement international appliquée à la vaccination, le groupe de travail sur la facilité de financement international et le développement de la FIAM, qui sera en partie financée par une contribution de solidarité sur les billets d'avion ;

Maintien de l'ambition d'un résultat ambitieux équilibré et favorable au développement pour le cycle de développement de Doha.

Soutien à un ambitieux plan pour l'éducation avec des moyens humains et des ressources financières prévisibles.

Sécurité et défense

Objectif : Engagement des deux pays à renforcer la capacité des Européens à contribuer à la paix et à la sécurité internationales Engagement pour agir face aux nouvelles menaces, la coopération sur les porte-avions étant un symbole majeur de cet engagement bilatérale.

Au sein de l'Union européenne, mobilisation des outils civils et militaires pour répondre aux situations de crise

Moyens : Mutualisation des efforts pour la prévention des conflits dans les différentes opérations en cours.

Soutien à la force militaire en attente de l'Union européenne, en RDC

Soutien pour la mise en réseau d'écoles africaines de formation militaire, étape en vue d'aider les pays africains et des organisations régionales à se doter de capacités de prévention et de gestion des conflits

Établissement d'un groupe de travail bilatéral de haut niveau composé de représentants de gouvernements et d'industriels français et britanniques sur les programmes d'armement

Appui à l'Agence européenne de l'armement. Dans le domaine de la recherche et de la technologie, l'Agence doit encourager les États à accroître leurs efforts en identifiant des projets communs.

Extraits sur Energie et changement climatique

1. Introduction

Le Président de la République française, M. Jacques CHIRAC, a accueilli aujourd'hui au Palais de l'Élysée, M. Tony BLAIR, Premier ministre du Royaume-Uni. Le Président de la République était accompagné de Mme Michèle ALLIOT-MARIE, ministre de la Défense, de M. Philippe DOUSTE-BLAZY, ministre des Affaires étrangères, de M. Gilles de ROBIEN, ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, de Mme Nelly OLIN, ministre de l'Écologie et du Développement durable, de Mme Catherine COLONNA, ministre déléguée aux Affaires européennes et de M. François LOOS, ministre délégué à l'Industrie. Le Premier ministre était accompagné de Mme Margaret BECKETT, ministre des Affaires étrangères, de M. David MILIBAND, ministre de l'Environnement, de l'Alimentation et des Affaires rurales, de M. Des BROWNE, ministre de la Défense, de M. Geff HOON, ministre délégué aux Affaires européennes, de M. Malcolm WICKS, ministre délégué au Commerce et à l'Industrie, et de M. Jim KNIGHT, ministre des écoles et de l'enseignement secondaire.

2. Energie

1. Nous avons la volonté commune d'inscrire notre politique énergétique dans une vision à long terme, déterminée par les objectifs de sécurité d'approvisionnement, de lutte contre le réchauffement climatique et de compétitivité, dans la ligne des nouvelles orientations fixées par le Conseil européen des 23-24 mars concernant la politique énergétique européenne. Nous soulignons notamment notre intention de travailler ensemble, dans la perspective du Conseil européen des 15-16 juin, au développement d'un volet externe de la politique énergétique véritablement intégré à la politique étrangère. Ce volet externe de la politique énergétique doit contribuer à la mise en oeuvre de nos objectifs communs d'une plus grande sécurité énergétique, à travers notamment la diversification, et de soutien à des systèmes énergétiques durables. Nous entendons également apporter une contribution positive aux débats sur la sécurité énergétique que nous aurons dans le cadre du Sommet G8 de Saint-Pétersbourg.

2. Nous sommes déterminés à travailler ensemble, dans le cadre de la politique énergétique européenne que nous appelons de nos vœux, afin de garantir une mise en oeuvre pleine, efficace et transparente de la législation relative au marché intérieur de l'énergie, qui doit jouer un rôle clé dans la sécurité de l'approvisionnement, notamment à travers un cadre d'investissement plus prévisible et transparent pour les opérateurs économiques concernés. Dans cette perspective, nous soulignons aussi l'importance du développement de marchés régionaux de l'électricité et du gaz, qui constituent un jalon utile vers un marché européen intégré de l'énergie.

En parallèle, nous avons besoin de plus de prévisibilité et d'une vision à long terme. La France et le Royaume-Uni apporteront donc leur soutien aux études réalisées au niveau européen sur l'évolution des ressources énergétiques d'ici 5 à 10 ans. Tous les États membres devraient fournir des données nationales pour alimenter ces études. L'objectif de ces études est de mettre au point des données agrégées au niveau européen afin d'assurer la transparence des données sur l'offre et la demande et de fournir un signal clair au marché.

3. Nous appelons aussi au renforcement et à l'approfondissement du dialogue entre l'Union européenne et les principaux pays producteurs, pays de transit ou grands pays consommateurs d'énergie, et en particulier avec :

- La Russie, avec laquelle nous voulons mettre en place un partenariat stratégique mutuellement bénéfique dans le domaine de l'énergie, assurant des conditions d'investissement sûres et prévisibles

pour les entreprises européennes et russes ainsi que des conditions équitables et réciproques d'accès aux marchés et aux infrastructures, conformément aux principes de la Charte de l'énergie, à la concurrence et à l'économie de marché. Cette coopération doit aussi avoir pour objectif une utilisation plus rationnelle de l'énergie et la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Elle doit également renforcer la transparence et la prévisibilité des transactions énergétiques. Nous rappelons à cet égard le soutien que nous apportons à l'initiative de la Banque mondiale " Global Gas Flaring Reduction ", susceptible d'avoir des effets bénéfiques importants pour nos économies respectives, ainsi qu'au niveau global.

- Nous souhaitons également approfondir notre dialogue énergétique avec nos autres partenaires, notamment avec les pays producteurs d'Afrique du Nord, notamment l'Algérie, et du bassin de la Mer Caspienne, ainsi qu'avec les pays de transit comme la Moldavie, l'Ukraine et la Turquie. Au-delà du renforcement nécessaire des infrastructures de transport d'énergie avec ces pays, nous pensons que notre coopération doit viser l'extension des principes relatifs au marché européen de l'énergie. Nous réitérons aussi notre soutien à l'Initiative pour la Transparence des Industries extractives (EITI) comme standard international de transparence du secteur de l'extraction.

4. Nous attachons enfin la plus haute importance à un usage raisonné de l'énergie et réaffirmons notre volonté commune d'améliorer l'efficacité énergétique, à travers une série de mesures ambitieuses incluant la fixation d'objectifs et d'indicateurs chiffrés, notamment dans le domaine des transports, du logement et de la production d'énergie. Nous demandons donc que des discussions sur ce thème soient tenues dans le cadre du prochain sommet du G8.

5. A court terme, nous avons besoin de réactivité pour faire face à des situations de crise énergétique. Nous proposons donc la création au niveau européen d'un groupe ad hoc de haut niveau de veille énergétique. Ce groupe, qui se réunirait en tant que de besoin, suivrait la situation de l'offre et de la demande et faciliterait la rapidité de la réaction en cas de crise.

6. Nous sommes convenus d'étudier et de développer davantage les occasions de travailler ensemble dans le domaine du nucléaire civil. A cette fin, nous avons décidé de mettre en place un Forum nucléaire franco-britannique, qui réunirait régulièrement des représentants des gouvernements, de l'industrie et des experts. Le Forum constituera une enceinte pour les discussions franco-britanniques sur la coopération nucléaire, y compris la recherche, les savoir-faire, le démantèlement et la gestion des déchets.

Afin de mettre en oeuvre cette coopération bilatérale renforcée, nous avons décidé de renforcer les contacts entre les Ministères des Affaires étrangères et de l'Industrie de nos deux pays, notamment dans le domaine des relations avec les pays tiers. Une analyse commune de l'évolution des marchés de l'énergie et des perspectives à moyen et long terme de l'offre et de la demande, permettra d'identifier des initiatives communes qui pourraient être engagées par nos deux pays.

3. Changement climatique

Le changement climatique est un important défi sur le long terme qui requiert que nous agissions dès aujourd'hui. Nous estimons, sur la base des preuves scientifiques, que l'augmentation de la température moyenne globale à la surface du globe ne devrait pas excéder 2 °C par rapport aux niveaux pré-industriels, si des impacts négatifs majeurs doivent être évités. Nous nous emploierons donc conjointement à :

" Contribuer ensemble à orienter les discussions internationales sur l'action future pour combattre le changement climatique, au Conseil Européen, au G8 et dans le dialogue de Gleneagles, dans la convention-cadre sur le changement climatique et le protocole de Kyoto ; promouvoir une action mondiale ambitieuse à travers le développement d'un cadre futur se fondant sur le protocole de Kyoto et ses instruments de marché (échange d'émissions, Mécanisme de Développement Propre et Mise en oeuvre Conjointe), qui jouera un rôle-clé pour encourager la diffusion des technologies faiblement émettrices de carbone et influencer les grandes décisions d'investissement ; oeuvrer à l'établissement d'un objectif international à long terme de stabilisation des concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère bien en dessous de 550 ppm et, dans ce contexte, convenir d'examiner des trajectoires de réduction de l'ordre de 15-30 % en 2020 et de 60 à 80 % en 2050 par rapport à 1990.

" Utiliser nos partenariats bilatéraux, tels ceux de l'Union Européenne avec la Chine et l'Inde sur le changement climatique, pour faciliter le développement durable des pays en développement, en particulier les grandes économies émergentes, et leur permettre de contribuer aux efforts globaux contre le changement climatique ; continuer d'apporter soutien et solidarité aux pays en développement qui sont

en première ligne pour les impacts du changement climatique, en vue de renforcer leurs capacités et de réduire leur vulnérabilité de manière à ce qu'ils puissent s'adapter.

" Inviter de manière pressante la Commission et les autres Etats membres de l'UE à progresser en 2006-2007 sur la direction, l'ambition et le renforcement à venir du Système Européen d'Echange d'Emissions (EU/ETS), pour fournir aux entreprises la certitude à long terme dont elles ont besoin pour investir dans les technologies faiblement émettrices de carbone, tout en assurant un environnement concurrentiel égal (level playing field) pour les entreprises dans toute l'Europe ; rechercher un accord pour que le plafond de la Phase II entraîne une réduction effective nécessaire par rapport aux émissions de la Phase I ; inviter la Commission à développer des mesures au niveau européen pour traiter les émissions dans les secteurs du logement et du transport, telles que l'inclusion du transport aérien dans le Système EU/ETS, l'inclusion éventuelle des projets domestiques en lien avec le transport et, en parallèle, une action plus stricte sur les émissions de CO2 des véhicules après l'expiration des accords volontaires en 2008.

" Reconnaissant le besoin de développer des technologies pour la capture et le stockage du carbone en vue de concilier le recours au charbon dans la production d'électricité et la lutte contre le changement climatique, soutenir la mise en *uvre d'initiatives européennes comme COACH et NZEC avec la Chine et ACCSEPT. Nous reconnaissons également la contribution potentielle de l'électricité nucléaire et des énergies renouvelables comme l'hydroélectricité pour fournir de l'électricité sans émission de CO2.

" Continuer à soutenir conjointement le renforcement des capacités en Afrique dans le domaine de la lutte contre le changement climatique, à travers en particulier le programme de recherche sur les conséquences du changement climatique et le soutien au Système mondial d'Observation du Climat (GCOS).

[...]

Quelques retours presse

Tony Blair a émis le souhait de voir la Grande-Bretagne coopérer avec la France dans le domaine du nucléaire civil, dans la perspective d'un renouvellement du parc de centrales de son pays.

<http://www.lexpress.fr/info/infojour/reuters.asp?id=21551&1606>

REUTERS

La France a une "longue histoire" et une "longue expérience" dans ce domaine et "nous avons à faire face aux mêmes problèmes comme le démantèlement des centrales, la gestion des déchets ou la technologie", a fait valoir le Premier ministre britannique lors d'une conférence de presse commune avec le président Jacques Chirac à l'Elysée. "Dans tous ces domaines, nous avons beaucoup à apprendre les uns des autres", a-t-il ajouté. Environ 20% de l'électricité consommée en Grande-Bretagne provient du nucléaire, contre environ 80% en France. Le chef du gouvernement britannique a mis en garde contre les problèmes d'approvisionnement de la Grande-Bretagne, estimant que son pays devrait importer d'ici une quinzaine d'années plus de 80% de ses hydrocarbures. Il a souhaité que cette question, très sensible dans son pays, fasse l'objet d'un "débat aussi large que possible". Pour Jacques Chirac, le recours au nucléaire constitue "l'un des éléments de réponses aux problèmes énergétiques du monde de demain".

Le 28e sommet franco-britannique a entériné la décision de créer un "forum nucléaire", nouvelle "enceinte pour les discussions franco-britanniques sur la coopération nucléaire, y compris la recherche, les savoir-faire, le démantèlement et la gestion des déchets", précise un communiqué publié par le service de presse de l'Elysée. Le forum réunira des représentants des gouvernements, des industriels et des experts des deux pays. France et Grande-Bretagne souhaitent en outre un renforcement du dialogue entre l'Union européenne et les principaux pays producteurs, pays de transit ou grands pays consommateurs d'énergie, notamment la Russie. Un groupe de travail bilatéral sera mis en place à cette fin. Français et Britanniques se disent attachés à un "usage raisonné de l'énergie" et déterminés à améliorer "l'efficacité énergétique" dans le cadre d'une politique "européenne". Ils souhaitent la création, au niveau européen, d'un "groupe de haut niveau de veille énergétique" qui tiendrait "disponibles les données nécessaires en cas de crise" de façon à y apporter une "réponse concertée".

Paris et Londres établissent une coopération dans le nucléaire civil

<http://www.rfi.fr/actu/fr/afp/001/une/060609134749.dv4i7mrj.asp>

AFP PARIS (AFP) - La France et la Grande-Bretagne ont décidé vendredi de mettre en place un Forum nucléaire franco-britannique, associant gouvernements, industrie et experts, afin de renforcer la coopération entre les deux pays au moment où Londres envisage de renouveler son parc de centrales. Dans une déclaration commune adoptée à l'occasion du 28e sommet franco-britannique à Paris, les deux pays déclarent que ce Forum constituera "une enceinte pour les discussions franco-britanniques sur la coopération nucléaire, y compris la recherche, les savoir-faire, le démantèlement et la gestion des déchets". Le Premier ministre britannique Tony Blair s'est à nouveau prononcé, lors d'une conférence de presse conjointe avec le président Jacques Chirac, en faveur de nouvelles centrales nucléaires pour remplacer dans les années à venir l'actuel parc vieillissant, comme il l'avait déjà fait à la mi-mai. Il a mis en avant la nécessité pour le pays d'assurer sa sécurité en matière d'approvisionnement en énergie. Le Premier ministre britannique Tony Blair et le Président Jacques Chirac lors du sommet franco-britannique à Paris le 9 juin 2006 (Photo: Joël Saget / AFP)

Se disant "conscient qu'il s'agit d'une question controversée" en Grande-Bretagne, M. Blair a souligné qu'il y aura "un très large débat public" alors que ses propositions ont provoqué les critiques des écologistes, même si l'opposition au nucléaire faiblit. Pour sa part, M. Chirac a fait valoir que "l'énergie nucléaire est un des éléments de réponse" aux défis énergétiques auxquels le monde fait face. Le Royaume-Uni compte actuellement 31 réacteurs répartis sur 14 centrales nucléaires, la plupart construites dans les années 1960 et 1970. Onze doivent être fermées d'ici 2015. Elles fournissent actuellement 19% de l'électricité du pays. A la différence de la Grande-Bretagne, la France a résolument fait le choix du nucléaire, dont elle tire près de 80% de son électricité, et poursuit la modernisation de son parc. Le réacteur de troisième génération EPR doit progressivement prendre le relais de ses 58 réacteurs. Les industriels français, en particulier le groupe nucléaire Areva, regardent avec intérêt une éventuelle relance du programme nucléaire britannique. "Le fait que la France ait une si longue tradition dans ce domaine nous donne l'occasion de coopérer, d'apprendre l'un de l'autre", a dit Tony Blair, alors que Jacques Chirac s'est félicité que Paris et Londres puissent avoir sur le nucléaire "une réflexion commune, voire des décisions communes". Le Premier ministre britannique Tony Blair et le Président Jacques Chirac lors du sommet franco-britannique à Paris le 9 juin 2006 (Photo: Joël Saget / AFP)

Par ailleurs, Paris et Londres estiment avoir besoin, dans le domaine de l'énergie, de "plus de prévisibilité et d'une vision à long terme" et souhaitent ainsi mettre en place un "partenariat stratégique" avec la Russie et développer le dialogue avec les pays producteurs d'Afrique du nord, de la mer Caspienne et avec les pays de transit. Pour une meilleure réactivité aux crises, les deux capitales proposent "la création au niveau européen d'un groupe ad hoc de haut niveau de veille énergétique". Afin de mettre en oeuvre une coopération énergétique renforcée, la France et la Grande-Bretagne vont constituer un groupe de travail commun. Les deux pays s'engagent d'autre part à combattre ensemble, dans les enceintes internationales, le réchauffement climatique, avec l'objectif de réduire les gaz à effet de serre de 15-30% en 2020 et de 60 à 80% en 2050 par rapport à 1990.

Sommet sans nuages entre Chirac et Blair --par Emmanuel Georges-Picot-

<http://permanent.nouvelobs.com/etranger/20060609.FAP1875.html?1433>

AP | 09.06.06 | 16:22

PARIS (AP) -- La France et la Grande-Bretagne ont décidé vendredi de coopérer dans le domaine du nucléaire civil lors d'un sommet annuel qui s'est déroulé dans un climat détendu.

Un an après les "non" français et néerlandais, Jacques Chirac et Tony Blair se sont accordés pour prolonger le délai de réflexion sur l'avenir de la Constitution européenne, dans la perspective du conseil européen de jeudi et vendredi prochains à Bruxelles.

Ce 28e sommet annuel franco-britannique s'est déroulé dans une ambiance apaisée, loin des affrontements entre les deux pays au moment de la guerre en Irak, ou des âpres négociations sur le budget européen. Jacques Chirac et Tony Blair ont profité du temps estival pour s'installer dans le parc de l'Élysée pour des conversations "des plus utiles et des plus agréables", selon le président français. Jacques Chirac s'est réjoui de "cette période de solidarité, d'accord et d'entente" entre Paris et Londres après les disputes du passé. "Je suis de plus en plus convaincu que l'avenir de la France et de la Grande-Bretagne est un avenir dans lequel nos destinées seront liées de manière irréversible", a renchéri Tony Blair.

Dans cet esprit, les deux pays ont décidé de coopérer dans le domaine de l'énergie nucléaire pour relever les défis de l'après-pétrole et du réchauffement climatique. A cette fin, ils ont annoncé la création d'un "forum nucléaire franco-britannique" réunissant des représentants des gouvernements, de l'industrie et des experts.

Tony Blair, qui a décidé récemment une réflexion sur une relance du nucléaire civil face à la hausse continue du prix du pétrole, a expliqué qu'il entendait profiter de la "longue expérience" de la France dans ce domaine. La France produit 80% de son électricité à partir du nucléaire contre 20% pour la Grande-Bretagne. Paris espère de son côté des débouchés pour son industrie nucléaire.

Ce sommet a aussi permis de progresser sur un autre sujet majeur de coopération franco-britannique, la défense. Paris et Londres ont confirmé leur volonté de coopérer pour la construction de leurs futurs porte-avions, en demandant aux industriels "de faire des propositions permettant le lancement de programmes en 2007". "Ce porte-avions est bien parti", a remarqué Jacques Chirac.

Paris et Londres abordent sur la même longueur d'ondes le conseil européen des 15 et 16 juin, consacré à l'avenir de la construction européenne. "Nous sommes tout à fait déterminés à poursuivre l'Europe des projets, c'est-à-dire l'Europe des citoyens", a expliqué Jacques Chirac.

Après Angela Merkel mardi, le président français est tombé d'accord avec Tony Blair sur la nécessité de prolonger le "délai de réflexion" décidé par les Européens après les "non" français et néerlandais.

En attendant, les deux hommes se sont prononcés en faveur d'améliorations du fonctionnement des institutions européennes "dans le cadre des traités existants".

Jacques Chirac a également assuré qu'il était d'accord avec Tony Blair sur l'élargissement de l'UE. Le président français, sensible aux craintes des Français sur l'éventuelle adhésion de la Turquie, souhaite que les prochains élargissements soient conditionnés par la "capacité d'absorption" de l'Union. Mais il a assuré au Premier ministre britannique, partisan de l'adhésion turque, que les critères d'élargissement fixés à Copenhague en 1993 ne feraient "pas l'objet d'une discussion".

Les deux hommes ont affiché la même entente sur les questions internationales. Se réjouissant avec prudence des discussions en cours entre la communauté internationale et l'Iran sur le nucléaire, ils ont appelé une nouvelle fois Téhéran à respecter ses obligations. AP